

RESUME

Le Gouvernement mauritanien cherche à développer le segment de l'Internet Haut Débit. Pour cela il a intégré le Programme pour une Infrastructure de Communications Régionale en Afrique de l'Ouest (West Africa Regional Communications Infrastructure Program – WARCIP) financé par la Banque mondiale (BM) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Le projet se décompose en 3 composantes : (i) Composante 1 : Connectivité ; (ii) Composante 2 : Environnement sectoriel favorable ; (iii) Composante 3 : Gestion du projet.

La mise en œuvre de la Composante 1 : Connectivité risque d'engendrer des impacts sociaux négatifs en terme d'acquisition de terrain entraînant le déplacement physique ou économique de personnes, et/ou la perte d'habitations, de cultures et/ou la perte de sources de revenus ou de restrictions d'accès à des ressources et exigerait ainsi l'application de certaines mesures et le déclenchement de procédures et de directives opérationnelles de protection des personnes. Afin de minimiser ces impacts et effets négatifs potentiels et optimiser les impacts et effets positifs, ce projet a requis la préparation d'une Etude d'Impact Environnemental et Social et d'un Plan de Gestion Environnemental et Social pour prévenir et gérer de façon équitable les éventuelles incidences qui pourraient découler de la mise en œuvre du projet et être en conformité avec la législation mauritanienne et les exigences de la Banque Mondiale et celles de la Banque Européenne d'Investissement.

❖ Objectifs de l'étude

L'étude d'impact permet :

- une meilleure prise en compte de l'environnement dès la conception du projet ;
- une anticipation des incidences environnementales éventuelles ;
- la recherche d'amélioration des actions envisagées ;
- la définition de mesures correctrices ou alternatives.

Cette démarche a permis l'élaboration du rapport d'EIES qui met l'accent sur :

- le descriptif des principales composantes du projet ;
- les textes auxquels le projet devra se conformer ;
- le cadre institutionnel d'exécution du projet ;
- l'état initial de l'environnement biophysique, socioéconomique et culturel pour s'assurer de la présence potentielle de ressources et de récepteurs sensibles et/ou ayant une valeur particulière qui pourraient être sujets à des effets significatifs du fait du projet ;
- l'identification des impacts potentiels et des options de réduction, impliquant la prévention. En effet, chaque fois qu'un impact négatif potentiel et significatif est suspecté, une option pratique et efficace d'élimination ou de réduction a été proposée afin de le réduire au minimum ou de le ramener à un niveau acceptable.
- Le cas échéant, des mesures d'optimisation des effets positifs ont été également identifiées et proposées.
- la formulation d'un Plan de gestion environnementale et sociale et la proposition d'un dispositif/canevas de suivi participatif impliquant tous les acteurs concernés.

Les thématiques environnementales et sociales considérées dans la présente EIES restent conformes aux termes de référence validés par le Gouvernement mauritanien et ses partenaires, la Banque Mondiale et la BEI.

❖ Contraintes environnementales et sociale des sites

Contraintes environnementales :

La pression démographique et l'augmentation concomitante de la compétition entre les différents types d'exploitation des terres en Mauritanie ont accru le besoin de planification et de gestion des ressources en terres, en eau et en ressources forestières. L'environnement est menacé par le recours de plus en plus prononcé à l'exploitation des ressources forestières, à l'exploitation des terres marginales, au surpâturage des parcours, l'utilisation non réglementée et abusive des produits phytosanitaires et des engrais et le pompage non raisonné des nappes phréatiques et à l'ensablement des infrastructures (routes, infrastructures hydrauliques, villes, villages, etc.

Parmi les phénomènes de dégradation des ressources naturelles, et particulièrement des ressources en terres, l'érosion hydrique est le phénomène le plus actif et le plus important. Ce phénomène est surtout marqué dans la Wilaya du Guidimakha où les terres sont pentues et les sols de plus en plus dégradés pour diverses raisons. La salinisation est aussi une forme de dégradation la plus visible dans les zones agricoles.

Contraintes sociales :

Bien que le taux de pauvreté n'ait cessé de diminuer depuis plus d'une décennie, celle-ci touche encore près de 42% de la population mauritanienne. Ce niveau de pauvreté masque de grandes inégalités entre le milieu urbain et rural (3 sur 4 pauvres sont en milieu rural) et entre les hommes et les femmes (2 sur 3 sont des femmes). C'est pourquoi l'économie rurale reste largement tributaire de l'exploitation des ressources naturelles. En effet, le patrimoine naturel du pays est fort, socio économiquement, les populations rurales

tirent 75% de leurs revenus de l'exploitation des ressources naturelles.

❖ Principe de gestion environnementale et sociale

Ce plan de gestion environnementale et sociale vise à assurer la réalisation correcte, et dans les délais prévus du projet en respectant les principes de gestion environnementale et sociale (atténuation des impacts négatifs et la bonification des impacts positifs).

De manière spécifique, le plan de gestion proposé comprend :

➤ **Le plan d'atténuation** qui comprend diverses mesures :

- celles à insérer dans les différents cahiers de charge de l'entreprise en charge des travaux
- des mesures d'accompagnement à réaliser en plus des actions techniques et/ou environnementales.

➤ **Le plan de surveillance et de suivi** qui est composé de :

- un programme de surveillance dont l'objet principal est la vérification de l'application des mesures environnementales proposées ;
- un programme de suivi dont l'objectif est le suivi de l'évolution des composantes de l'environnement en vue d'évaluer l'efficacité des mesures proposées environnementales.

➤ **Le plan de renforcement des capacités et de communication.**